

IVETON, MAILLOT, ACOMPORA, LUCETTE ...

Ces moudjahidine en quête de reconnaissance

Ils sont d'origine européenne, ils ont épousé la cause algérienne et ont rejoint le FLN durant la guerre de Libération. Ils se sont battus aux côtés des Algériens pour une Algérie libre et indépendante. Aujourd'hui, leurs familles se battent pour que l'Algérie indépendante dédie des lieux publics aux noms de ces moudjahidine et chouhada pour leur rendre hommage et justice.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - «Que vaut la vie d'un homme, surtout la mienne, ce qui compte, c'est l'Algérie, son avenir, je vais mourir mais l'Algérie sera libre demain», ces mots ont été prononcés par Fernand Iveton avant son exécution à la prison de Serkadji, le 11 février 1957.

Pour que nul n'oublie, un hommage a été rendu hier au cimetière chrétien de Saint-Eugène à Iveton, l'enfant de Salembier qui a offert sa vie pour l'Algérie, et à Georges Acompora, l'enfant de Bab El-Oued, ancien condamné à mort, qui a consacré sa vie pour une Algérie libre, indépendante et tolérante, décédé le 11 février 2011.

Au total, il y a eu une soixantaine d'exécutions à Alger de martyrs d'origine européenne, selon Colozi Félix, moudjahid, compa-

gnon de Fernand Iveton. Pourtant comme beaucoup de pages de notre histoire, ces noms restent anonymes pour de nombreux Algériens. Est-il tabou d'évoquer ces noms comme étant des moudjahidine ? Dans une lettre adressée par la famille Henri Maillot, cette dernière se demandait pourquoi ces moudjahidine d'origine européenne dont l'attachement à la patrie et le sacrifice ne sont plus à prouver, sont bannis du carré des martyrs ? Leurs noms, s'insurge-t-on, ne figurent sur le fronton d'aucun lycée ni université ni encore moins sur un lieu public.

Pour que leur combat ne soit pas vain et pour qu'ils ne restent plus des oubliés de la Révolution algérienne, les familles lèvent encore une fois leur voix pour demander un lieu de mémoire pour ces moudjahidine pour qu'ils



Fernand Iveton.



Henri Maillot.



Georges Acompora.

Photos : DR

restent dans la mémoire collective. Colozi Félix, malgré son âge avancé, se rappelle encore de son compagnon et des actions qu'ils ont menées aux côtés des Algériens. L'homme qui faisait partie du groupe de Fernand Iveton lors du dépôt d'une bombe dit avoir encore des remords pour l'exécution de ce dernier. Les choses auraient pu être différentes. Comment ? Colozi porte les remords d'un procès qui fut expéditif et durant lequel son

témoignage n'a pas été pris en considération.

«Nous avons été graciés mais pas Iveton» dit-il amèrement comme s'il s'en voulait de rester encore en vie. Iveton, raconte-t-il, ne voulait pas que la bombe tue des personnes, c'est pourquoi, il a décidé de la déposer pour qu'elle explose à 19h30 au lieu de 18h30 à l'usine de gaz située à Ruisseau, où il était tourneur. «Il voulait une explosion témoignage et non meurtrière» dit-il. «Nous

avons été torturés pour leur donner le lieu du laboratoire où étaient fabriquées les bombes, Iveton a fini par leur dire qu'il connaissait le lieu mais il a conduit les policiers sur une fausse piste.

Malheureusement, il a été arrêté encore une fois en tentant de s'enfuir et il a dit que la femme qui lui a donné la bombe était une blonde alors que Jacqueline Guerroudj était une brune» a rapporté Colizi.

S. A.

SAÏDA NEGHAZ ELUE EN QUALITÉ DE PRÉSIDENTE

Habib Yousfi quitte la présidence de la CGEA

M. Habib Yousfi, 87 ans, quitte la présidence de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), tout en gardant la présidence d'honneur. Hier, lors des travaux de l'Assemblée générale ordinaire de la confédération patronale, tenue à Alger, les membres de cette organisation patronale, venus de 30 wilayas, ont élu à l'unanimité M^{me} Saïda Neghza en qualité de présidente de la CGEA.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Lors d'une allocution lue à cette occasion, Habib Yousfi, qui quitte la CGEA qu'il a présidée pendant 25 ans, a fait un plaidoyer en faveur de l'organisation patronale tout en décochant des flèches à l'égard d'autres organisations patronales, sans les citer. Tout en assurant que la CGEA est la «doyenne» du patronat algérien, M. Yousfi souligne que de fait son organisation refusait «fondamentalement de se voir coiffée en matière de représentation par des structures dont la crédibilité fait défaut» malgré le soutien indirect qu'elles reçoivent de certains membres du gouvernement et qui ont fait de la promotion pour elles auprès du patronat européen.

«Nous sommes fiers d'annoncer aujourd'hui que la CGEA est une organisation leader en Algérie, en fonction de sa représentativité et de sa crédibilité et nous n'avons pas à en rougir. Car, nous avons estimé que notre devoir en tant qu'entreprises algériennes est d'abord de servir l'indépendance chèrement acquise. Et il est important de comprendre aujourd'hui que les défis ne peuvent être relevés qu'à travers la mobilisation de tous et particulièrement des opérateurs économiques», a affirmé Yousfi.

Ce dernier a également déclara-

ré que la CGEA a concrétisé son assise en tant que structure patronale «crédible» et en installant sa représentation à travers une trentaine de wilayas du territoire national. «Cela prouve, selon lui, qu'il y a une réelle mobilisation des potentialités que nous avons dans notre pays. Notre assise organique est un état de fait reconnu par les autorités, et c'est à travers cette fusion que les autorités considèrent notre organisation en tant que leader et

doyenne des organisations patronales». M. Yousfi a souligné qu'il était impératif d'aller vers une réorganisation «interne» de sa structure «afin de permettre à l'organisation d'être prête pour relever les défis de ce pays, en créant les richesses et les emplois malgré la situation qui nous est imposée par une conjoncture extérieure liée à la question des prix du pétrole».

De son côté, la nouvelle présidente de la CGEA, Saïda Neghza, s'est dit «honorée» par cette consécration tout en s'engageant à défendre les entreprises affiliées à la confédération auprès des autorités. Elle s'est montrée conciliante avec les autres organisations patronales, notamment le Forum des chefs d'entreprises (FCE) qu'elle a pourtant sévère-



Habib Yousfi.

ment attaqué à plusieurs reprises. «Nous n'avons aucun problème avec le FCE. La preuve, nous avons invité certains de ses

membres» à l'AGO de l'organisation patronale dont elle préside désormais aux destinées.

Y. D.

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

La FAC plaide pour un crédit automobile à part

La Fédération algérienne des consommateurs (FAC) appelle à la reconsidération des modalités du crédit à la consommation. Elle estime que l'automobile devrait être séparée du reste des produits nationaux à travers un crédit à part.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pas convaincue du taux d'intégration dans le tissu industriel national de 10 à 12% avancé par l'Etat, la FAC affirme que le taux «réel» ne dépasse pas les 7 à 8%. D'ailleurs, estime-t-on, la totalité des produits éligibles au crédit à la consommation ne répondent pas au taux d'intégration reconnu mondialement, soit 40%. «Il faut que le taux d'intégration atteigne les

40% pour qu'on puisse attribuer au produit l'origine de produit national», expliquait Mohamed Abidi, le vice-président de la FAC, hier au forum du quotidien *El Moudjahid* à Alger.

Selon lui, aujourd'hui «il est indispensable de déterminer c'est quoi réellement une production nationale et avec quel taux d'intégration». Appelant à reconsidérer les modalités du crédit à la

consommation, Mohamed Abidi insiste sur la réadaptation de la réglementation du crédit à la consommation et la précision du taux d'intégration. Et d'expliquer : «Aujourd'hui, n'importe quel opérateur peut importer des lots de pièces et composants de véhicules et faire le montage sur place avec 1% de taux d'intégration et pouvoir ainsi faire partie de la liste des produits concernés par le crédit à la consommation.»

Il estime qu'il fallait carrément créer un crédit dédié à l'automobile et laisser le crédit à la consommation pour le reste des produits nationaux tels que les appareils

électroménagers.

La FAC plaide également pour l'allègement des intérêts bancaires afin d'«encourager l'investissement et par là même la consommation».

Et à son président, Zaki Hariz, de proposer quelques solutions. «Soit c'est aux opérateurs de supporter la différence du prix du produit, c'est-à-dire l'intérêt et permettre ainsi au citoyen de payer uniquement le coût initial du produit, soit l'intérêt est partagé entre l'opérateur et la banque. Sinon, accorder un crédit avec zéro intérêt», suggère-t-il.

Ry. N.